

En guise de préface

Les intellectuels ont-ils encore quelque chose à dire ?

La question posée¹, semble appeler une réponse négative. Non, les intellectuels n'ont plus grand-chose à dire. Parce qu'ils ont trop parlé et parce qu'on les a avantageusement remplacés...

Abondance de biens nuit. L'âge d'or des intellectuels ou le temps des idéologies et des ismes, marxisme, maurassisme, fascisme, socialisme, libéralisme, anarchisme les a précipités dans les maux inévitables de l'embarras des richesses. La définition a été tenue sur les fonds baptismaux, au moment de l'affaire Dreyfus, par Lucien Herr relevant le gant et ramassant, pour en faire un drapeau, l'étiquette infamante apostillée par les antidreyfusards. Mais elle s'est usée et la mystique a rapidement dégénéré en politique, selon la célèbre formule de Charles Péguy. Une génération plus tard les combattants de l'idéal de vérité et de justice sont devenus des militants de la cause sociale et des intellectuels de parti. L'écrivain s'est changé en porte-plume, le poète s'est fait porte-serviettes, les camarades ont cessé d'être des amis. Drieu la Rochelle versus Aragon, Ramon Fernandez croisant Marguerite Duras. Les voisins avaient changé de palier. Il paraît qu'ils se sont tous trompés. Le marxisme n'est pas l'horizon indépassable de notre temps (Sartre). La démocratie et le totalitarisme ne se sont pas réconciliés dans les leçons de la société industrielle (Aron). Les len-

1. À l'occasion des journées dédicaces de Sciences-Po, lors d'une rencontre organisée par les étudiants de l'IEP, à ceux d'entre nous Jacques Attali, Alain-Gérard Slama qui avaient accepté d'en débattre. Le débat était dirigé par Thomas Ferenczi.

demains n'ont pas chanté et la direction du sens de l'histoire a bifurqué. Encore heureux avec ceux qui acceptent le caractère involontaire de l'erreur¹ quand certains, plus agressifs, incriminent le délit voire le crime. La cause pour l'essentiel est entendue. Engagés dans les aventures de la dialectique, les intellectuels ont perdu leur temps et leurs âmes dans un mauvais mixte de science et de politique. Ils n'ont pas véritablement succédé aux clercs, ils les ont seulement trahis.

Et a-t-on encore vraiment besoin d'eux ? Machines complexes et imposants paquebots, les États modernes requièrent des pilotes compétents et font appel à des professionnels expérimentés. La politique des nations civilisées demande des savoirs spécialisés, des expertises éprouvées, des gestionnaires avisés. La montée en puissance de la technos-structure est inscrite dans la révolution post-industrielle de l'ordinateur et du fax. Au temps des opérations digitalisées et segmentées d'un haut niveau de technicité, à l'époque de la mondialisation de l'économie et de la commission européenne, quelle peut-être la nécessité d'un discours unificateur abstrait ? Le commissaire aux comptes, le commissaire au gouvernement, le commissaire européen et le commissaire tout court, tiennent les calculs de la nation, rédigent les lois et édictent les règlements, sans supplément d'âme. Pour le reste, on préfère les inspecteurs, les enseignants, les pédagogues aux penseurs, aux professeurs et aux chercheurs. Si la justice est en insurrection on reculera ce qu'il faut de temps pour régler ce problème. Les chiffres ont remplacé les lettres, les faits ont pris le pas sur les idéaux. Les intellectuels n'ont qu'à bien se tenir... Vive la gestion !

Ce discours serait irrésistible et la cérémonie des adieux serait terminée, si hélas, trois fois hélas ! nous n'étions pas – comme les anthropologues y insistent lourdement – des animaux symboliques ou si, comme la Bible et les théologiens le mentionnent pesamment, nous ne vivions pas que de pain. Mais aucun supplément d'âme ? Pour un être humain, c'est intenable. Vivre n'est pas survivre. La vie humaine comporte toujours un rituel d'enterrement des morts, de la mystique ou de la transcendance – dites-le dans le vocabulaire qui est le vôtre – mais, c'est un fait, on ne peut vivre sans idéal et sans idée. Les humains ont la propension fâcheuse et inévitable à se poser la question du sens et à ne pas se satisfaire du siècle. Nous sommes tous des cléricaux, nous sommes tous des intellectuels, nous n'en pouvons mais.

1. « C'était un temps déraisonnable
On avait mis les morts à table
On prenait le loup pour des chiens
On changeait de pôle et d'épaule
Moi si j'y tenais mal mon rôle
C'était de n'y comprendre rien » (Aragon)

Comme le disait Saint-Anselme : « fides quaerens intellectum ». La conviction la plus ancrée cherche encore ses raisons et nous devons donc renverser l'équation : la raison éprouve toujours sa conviction.

Alors, me direz-vous, vous avez ressuscité l'intellectuel loquace, mais le signifiant propose-t-il encore du signifié ? Et si, comme dit l'autre, le langage est la maison de l'Être, avouez qu'il y a beaucoup de mal-logés et pas mal de bavardages. Soit, l'intellectuel, nous l'avons rencontré parce que, reconnaissons-le, le « je pense » accompagne toutes nos perceptions, comme Descartes et Kant l'avaient, en leur temps, remarqué. Mais s'agit-il d'autre chose que de bruit, de flatus vocis ? Revienne donc l'objection de l'attribut de la substance, le quelque chose à dire et dans ce quelque chose, quoi précisément ?

À ce point, retournons la table et renversons le problème : du dit, du on pense, du discours, comme disait Foucault, ou des micro-perceptions, des petites perceptions comme disait Leibniz, ou de l'opinion, comme disaient Socrate et Platon, il y en a toujours. Nous vivons dans un halo, dans une haleine de discours. Si vous, moi, notre, votre génération, ne reprenons pas, ne réfléchissons pas ce sens, nous tiendrons le discours des autres. Car « ça pense toujours », en l'occurrence, le « ça pense » est celui des générations précédentes. C'est ce qui se produit très exactement aujourd'hui. L'homme ne vit pas que de pain, il a d'abord une généalogie. Personne ne peut se passer de marché, d'industrie, d'inspecteurs des finances, de services publics, d'administration et de gestion. Au demeurant, chaque ménage fait son budget et range son logis. La gestion est la reproduction de la vie quotidienne. Mais, il y a le reste. Or que voyons-nous et que lisons-nous à la télévision et dans les éditoriaux de nos quotidiens et de nos hebdomadaires, sinon un retour du passé et un reflux des questions des générations qui nous précèdent ? Comme l'avait dit François Furet, la Révolution est terminée et pourtant, on n'en finit pas de faire ses comptes macabres. Le nazisme a été vaincu, le communisme s'est en partie autodétruit. Les grandes alternatives du XX^e siècle proposées à la république démocratique ont fait la preuve par neuf de leur impasse et de leur inanité, et cependant, compulsivement, une armée de spectres continue d'entretenir les combats du passé et tentent de ressusciter le sens enfui et dérobé. On essaie de nous convaincre de l'équation suivante : Le nazisme était criminel, le communisme ne l'est pas moins. Un point partout, la balle au centre, la partie est terminée.

Il y a peut-être pourtant quelque chose à dire, il y a peut-être un problème à élucider, il y a sans doute une vérité à rechercher. Chaque génération ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ? Dans son optimisme, Marx, une fois de plus, avait tort. Certaines générations y rechignent qui remâchent le refoulé de leurs aînés. La mort

saisit le vif, les morts ne laissent pas enterrer les morts. Ils viennent troubler et assourdir les vivants de leurs questions exténuées et défuntes. Oui, les intellectuels peuvent dire quelque chose à la condition qu'ils ne jouent pas les médiums des générations passées et qu'ils ne soient pas les prestataires des questions épuisées. La parole est d'argent, mais le silence est d'or. Une minute de silence, un moment d'oubli sont nécessaires pour désapprendre ce qui a unifié le dire, le discours, la philosophie des générations antérieures. Elle a emprunté son paradigme au social beaucoup plus qu'on a voulu l'admettre. Cette dette explique la répugnance actuelle à critiquer le marxisme et l'accord implicitement donné par tous ceux qui partagent cette philosophie du social à la définition que Marx a donnée de la modernité politique. La modernité, disait le grand penseur allemand, emprunte à la Révolution française, à l'économie politique anglaise et à la philosophie classique allemande. C'est dans ce cadre ainsi défini que beaucoup de nos aînés ont évolué. Lorsque la Révolution était passée, ils ont considéré que la société civile était en marche et ont sauté du marxisme au libéralisme. Lorsque le libéralisme était essoufflé, ils ont cherché une expression philosophique de la politique de la Révolution française dans la philosophie classique allemande : de là, sa vogue et le succès des études kantienne et hégélienne qui dominent sans partage la philosophie universitaire. Si beaucoup ont donc évolué de la Révolution française à la philosophie libérale, du marxisme au libéralisme, quelquefois du libéralisme à la philosophie allemande, ce triangle de stabilité ainsi défini n'a jamais été mis en cause ; il constitue l'espace général de pensée du développement politique démocratique de la France, un espace qui aujourd'hui est vidé, exténué.

Car quel est notre problème actuel ? Quelle devrait être notre interrogation ? Ce n'est pas le fascisme, ce n'est pas le communisme, ce n'est pas la guerre civile. C'est la religion et la politique, le mystère du droit politique, les lois du développement de la démocratie et de l'organisation de la république démocratique. Pour l'étudier avec quelque chance il faut d'abord critiquer la présentation reçue de l'origine de la modernité.

La modernité, ce que nous appelons la démocratie, ne vient nullement du XVIII^e siècle ou de la philosophie des Lumières, elle trouve ses sources dans l'âge classique et son territoire en Europe de l'Ouest. En France même, c'est à l'intérieur de l'humanisme juridique de l'École de Bourges, puis de l'École française de spiritualité et du jansénisme qu'ont été élaborés, dans un lien serré entre le droit, l'histoire et l'État, les éléments du droit politique moderne. De même qu'en philosophie, Descartes et Leibniz définissent d'une certaine façon mieux et plus profondément la modernité philosophique que la philosophie kantienne et post-kantienne, de même en philosophie poli-

tique, la politique classique est le véritable lieu d'avènement du paradigme de la république démocratique, de ses avenues comme de ses impasses. Le droit politique républicain n'est pas le produit de la bourgeoisie ascendante du siècle des Lumières mais de l'élaboration théologico-politique – pour reprendre le vocabulaire de Spinoza – à l'intérieur de laquelle se sont déployées les catégories de la politique républicaine moderne : le droit de l'État, les droits de l'homme, les droits du citoyen et une première version des droits du peuple. Cette conception du droit politique républicain moderne ne doit rien au droit romain. L'enquête généalogique est nécessaire pour faire mouvoir, mais aussi déverrouiller et huiler les articulations de la république d'aujourd'hui. Faute de quoi on ne trouvera pas d'issue au carcan ancien et on réalisera autant de fausses fenêtres que de fausses sorties. La fausse sortie est d'estimer que tout vient de la Révolution et elle débouche inévitablement sur la critique, mezzo voce, des libertés formelles et du droit. La fausse fenêtre, hier autogestionnaire, aujourd'hui libérale-patronale aboutit au slogan de la société contre l'État. Une investigation historique est nécessaire pour commencer à envisager de régler les problèmes qui nous sont posés aujourd'hui et qui ne sont pas le retour du fascisme et du communisme, mais le développement, la réforme et la démocratisation de la Cité républicaine. Ceux qui la mènent ne se retrouvent pas au carrefour dangereux et très fréquenté où se croisent et se carambolement les anciens fidèles du marxisme et les nouveaux dévots de la Révolution conservatrice, et qui tels Toni Negri et Giorgio Agamben, pour ne citer qu'eux, vont tout droit de Marx à Carl Schmitt.

Car les questions actuelles sont celles-ci : Comment articuler l'éthique et le droit ? Quelle place faut-il faire à l'éducation civique et morale ? Comment doit-on rééquilibrer l'État administratif ? Comment doit-on engager la réforme de la justice ? Comment faut-il réorganiser la citoyenneté, la sélection des élites ? Quelle place doit-on faire au droit du peuple et au droit des femmes et surtout comment peut-on articuler différents volets du droit politique républicain : le droit de l'État, les droits de l'homme, les droits du peuple, les droits du citoyen ?

Autrement dit, s'il s'agit de répéter ad nauseam les vieilles antiennes jacobines et néo-libérales, alors oui, les intellectuels doivent passer la main et laisser leur temps de parole, mais s'il s'agit de trouver une voie inédite de construction d'un vivre ensemble dans une république démocratisée, alors il y a un temps de la réflexion qui, nécessairement, est intellectuel, même s'il doit être accompli, non par quelques-uns, mais par un débat commun. Les textes qui suivent vaudraient y contribuer.